

# Les marchés émergents risqués, mais porteurs

- Ils constituent une vraie alternative au ralentissement en Europe

- Celle-ci concentre plus de 60% des exportations marocaines

- La situation politique est l'un des principaux points de vigilance dans les pays en développement

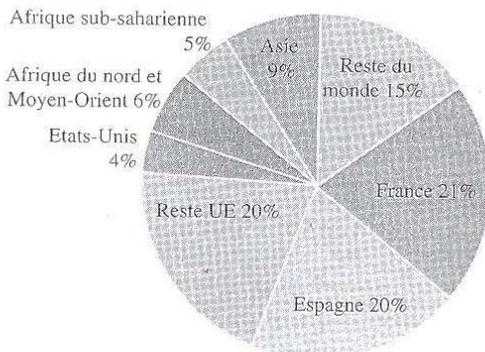
**S**UR les 500 milliards de dollars d'importations des pays du Conseil de coopération du Golfe en 2013, le Maroc n'a capté que 0,03%. Les exportations du Maroc vers le reste du continent et les pays du Moyen-Orient ne pèsent que 11% des expéditions globales. Le marché européen demeure de loin la principale destination des produits marocains (61%).

Le manque de diversification géographique des échanges extérieurs du Royaume a été souvent pointé du doigt. Certes, les marchés subsahariens et du Moyen-Orient n'offrent pas les mêmes

conférence organisée par Attijariwafa bank sur le risque pays.

Le manque de connaissance de l'environnement des affaires dans ces pays explique pour une partie la faible propension des opérateurs à y développer leur business. Les arbitrages sont rendus plus difficiles par l'hétérogénéité des marchés, principalement en

## Les exportations marocaines encore très dépendantes du marché européen



Source: FMI/DOTS

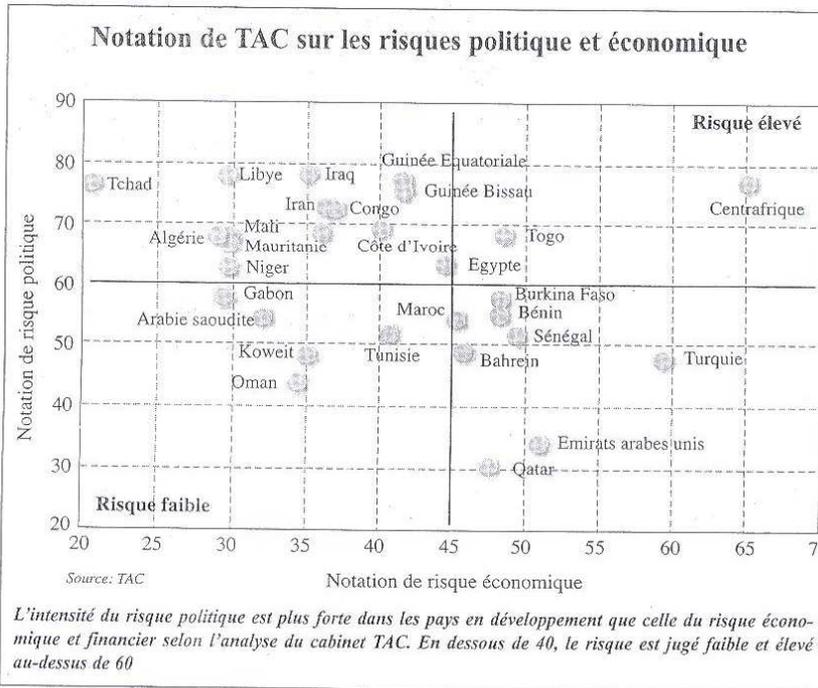
Le ralentissement en Europe pourrait être une occasion pour le Maroc pour renforcer ses exportations vers les autres régions du monde. Le potentiel est immense sur le reste du continent et au Moyen-Orient notamment

garanties en termes de climat des affaires, mais les opportunités y sont importantes.

«Les rentabilités les plus élevées sont le plus souvent réalisées dans les pays plus risqués», rappelle Thierry Apoteker, président de TAC dans une

Afrique subsaharienne. Plus que les facteurs macroéconomiques et financiers, le risque politique est jugé plus important dans les pays en développement. En dehors du printemps arabe, les événements en Côte d'Ivoire, au Mali ou encore en Centrafrique ces dernières années montrent le degré de sensibilité à ce niveau. Mais «une économie en crise est une période pour faire de bonnes», disait le magnat de l'immobilier américain Donald Trump.

Côté business, les efforts d'amélioration sont importants. La plupart des pays africains sont mal classés dans le rapport Doing Business par exemple. Beaucoup de professionnels prennent tout de même ces classements avec précaution. Les problèmes de gouvernance des affaires n'ont pas empêché



L'intensité du risque politique est plus forte dans les pays en développement que celle du risque économique et financier selon l'analyse du cabinet TAC. En dessous de 40, le risque est jugé faible et élevé au-dessus de 60

les BRICS de connaître une période de forte croissance à partir de 2000.

Malgré un décollage certain ces dernières années, avec au passage des taux de croissance parmi les plus élevés au monde pour certains pays, les économies africaines doivent encore prouver leur capacité à garder un rythme de croissance robuste hors ressources naturelles.

L'industrie y est encore peu développée. Le déficit en infrastructures constitue d'un autre côté une véritable entrave au commerce extérieur. □

F. Fa